

TRIBUNE

Le débat sur la place des femmes trans n'a pas lieu d'être

vendredi 28 février 2020, par [Un collectif de femmes féministes, trans ou cis](#) (Date de rédaction antérieure : 26 février 2020).

Face aux attaques d'une minorité hostile aux femmes trans, qui leur dénie toute place dans le combat féministe, un collectif réaffirme la solidarité entre toutes les femmes.

Depuis un mois, les attaques contre les femmes trans sous couvert de féminisme se multiplient et trouvent en France un relais médiatique inédit. Nous savons depuis longtemps qu'il existe parmi les féministes une infime minorité hostile aux personnes trans et en particulier aux femmes trans. Leur nombre n'a pas progressé ces dernières années, mais elles ont su se regrouper derrière des idées communes.

Aux Etats-Unis, au Canada et au Royaume-Uni, des groupuscules féministes et des mouvements réactionnaires, d'extrême droite ou chrétiens intégristes, collaborent pour s'opposer aux droits des personnes trans [1]. Leur activité a décuplé à partir de 2016. Aux Etats-Unis, les projets de loi se multiplient dans les Etats conservateurs afin d'interdire aux enfants trans toute forme de transition [2], allant jusqu'à imposer aux professeurs de dénoncer aux parents les élèves qu'ils pensent transgenres (1). Les enfants trans sont instrumentalisés contre les mères dans les affaires de divorce [3]. Ces groupuscules font front commun avec Donald Trump contre les droits des personnes trans (et au-delà, des LGBTI). Au Canada, la loi C-16 protégeant les personnes trans a été combattue par Meghan Murphy, fondatrice d'un blog anti-trans, et Jordan Peterson, polémiste conservateur masculiniste [4]. Au Royaume-Uni, les attaques se sont cristallisées autour du projet de réforme du Gender Recognition Act, visant à simplifier le changement de sexe à l'état civil [5]. C'est là-bas que le mouvement dit « *gender critical* » a rencontré le plus de succès, la panique transphobe a été alimentée par le tabloïd *Daily Mail* avant de s'étendre aux grands médias.

Les militant·e·s anti-trans français·es s'inspirent de ces exemples étrangers dans l'espoir de reproduire ici ce climat délétère tant aux luttes trans qu'aux luttes féministes. « L'idéologie transgenre » décriée par ces militant·e·s anti-trans serait promue par un groupe nébuleux mais influent, inventé de toutes pièces qu'ils nomment « transactivistes ». Elle est semblable à la « théorie du genre » du « lobby LGBT » brandie comme épouvantail par l'extrême droite.

Lorsqu'on observe l'évolution de ces mouvements, les interrogations initiales déguisées en « inquiétudes légitimes » laissent rapidement la place à des accusations bien plus violentes, recyclage de clichés homophobes du passé : les femmes trans seraient des « malades mentaux », voire des pervers sexuels ; comme les lesbiennes, elles seraient des prédatrices ; les enfants et jeunes adultes seraient touchés par une contagion transgenre, rappelant l'idée de contagion homosexuelle. Sous couvert de féminisme, c'est une entreprise idéologique confusionniste et complotiste qui répand la division au sein des combats féministes réels.

Les militant·e·s anti-trans définissent les femmes comme des femelles, des êtres avant tout définis

par leurs capacités reproductives. Pourtant l'oppression des femmes n'est pas une conséquence logique de la capacité à enfanter : ni les filles prépubères, ni les femmes ménopausées, ni les femmes stériles n'y échappent. La justification biologique de la différence entre hommes et femmes est une conséquence des modes d'exploitation spécifiques à la division sexuée de la société, pas l'inverse.

Les femmes trans sont depuis longtemps objets de fantasmes mais surtout de violences, de discriminations et d'exclusion, de viols et de meurtres parce qu'elles sont trans, mais aussi, parce qu'elles sont des femmes. Jessyca Sarmiento était l'une d'entre elles, dont le féminicide ce 21 février à Paris indiffère une fois de plus. Les discours les représentant comme des menaces favorisent ces violences. Or ce militantisme transphobe nuit à toutes les femmes. Des femmes sont agressées car elles sont trans ou suspectées de l'être. Ce climat de suspicion envers les femmes trans, qu'il s'agirait de détecter, produit un contrôle renforcé des corps des femmes. Nous refusons qu'une femme ait à apporter des preuves de féminité.

Malgré toute l'attention médiatique qu'elles ont su attirer pendant un mois, les militant·e·s anti-trans se plaignent sans cesse d'être silencie·e·s. Des journalistes font trop souvent l'erreur de représenter comme une division significative, traversant les mouvements féministes, les polémiques créées par quelques individus. C'est leur accorder une importance qu'ils n'ont pas. Il n'y a pas, comme on a pu le lire, un débat qui opposerait féministes « matérialistes et universalistes » d'un côté et « inclusives et intersectionnelles » de l'autre.

Nous, femmes, transgenres ou cisgenres, féministes, refusons l'importation de ces débats transphobes en France. Nous refusons cette opposition entre femmes, nous refusons cette division ne servant que le patriarcat et réaffirmons la solidarité féministe. Les luttes des femmes trans rejoignent les luttes féministes, telles la lutte contre le paternalisme médical, l'accès à la PMA et la conservation de gamètes.

Nous sommes toutes des femmes, toutes féministes.

Toutes, nous subissons l'oppression patriarcale, le sexisme, l'exploitation domestique, les violences sexuelles, médicales, conjugales, le harcèlement et les discriminations.

Toutes, nous réaffirmons l'importance de la sororité.

Toutes, nous combattons ensemble, unies, déterminées.

Un collectif de femmes féministes, trans ou cis

Parmi les signataires : Les collectifs des colleuses féministes de Bordeaux, Lyon, Marseille, Rouen et Toulouse ; AIDES ; Acceptess-T ; Rebecca Amsellem, fondatrice des Glorieuses ; Agathe Ameslant, militante écologiste et féministe ; Manon Aubry, députée européenne France insoumise ; Clémentine Autain, députée France insoumise ; Women's March Paris ; Assemblée féministe Toutes en Grève 31 ; Pénélope Bagieu, autrice de bande dessinée ; Ludivine Bantigny, historienne ; Esther Benbassa, Sénatrice écologiste de Paris ; Fatima Benomar, militante féministe ; Anaïs Bourdet, fondatrice de Paye Ta Shneck ; Silvia Casalino, cofondatrice d'EL*C (Conférence Européenne Lesbienne) ; Pauline Clochec, universitaire et militante lesbienne ; Rokhaya Diallo, Journaliste et réalisatrice ; Les Dévalideuses collectif handi-féministe ; Les effronté·es ; Karine Espineira, Legs, Paris 8 ; Gwen Fauchois, activiste lesbienne et blogueuse ; Elsa Faucillon, députée PCF ; Fédération LGBTI+, Fédération des Associations & Centres LGBTI+ ; Fédération trans et intersexes ; Collectifs Féministes Révolutionnaires de Paris et Nantes ; Manon Garcia, chercheuse en philosophie ; Rachel Garrat-Valcarcel, co-présidente de l'Association des Journalistes LGBTI ; Amandine Gay,

réalisatrice ; Tiziri Kandi, syndicaliste CGT hôtellerie ; Aurore Koechlin, militante féministe et doctorante ; Julia Lanoë, Rebeka Warrior ; Sandra Laugier, professeure de philosophie à l'université Panthéon Sorbonne ; Cécile Lavergne, Maîtresse de conférences en philosophie à l'université ; Daisy Le Merrer, blogueuse ; Titiou Lecoq, autrice ; Ouest-Trans ; Constance Lefebvre, militante féministe ; Mirion Malle, autrice de bande dessinée ; Salomé Martini, syndicaliste et féministe ; Daria Marx, autrice et militante féministe ; Danièle Obono, députée France insoumise ; Outrans ; Ovidie, documentariste ; Mathilde Panot, députée France insoumise ; Wiki Trans ; Planning Familial du Calvados ; Planning Familial d'Ille-et-Vilaine ; Planning Familial du Rhône ; Christine Poupin, militante féministe et porte-parole du NPA ; Sandra Regol, Secrétaire nationale adjointe d'EELV ; Valérie Rey-Robert, militante et autrice féministe ; Jill Royer, responsable outils numériques de la France insoumise, militante trans et féministe ; Giovanna Rincon ; Joëlle Sambu Nzaba, coprésidente d'EL*C ; Eva Sas, Porte parole d'EELV ; SOS Homophobie ; Alyx Taounza-Jeminet ; Maud-Yeuse Thomas, Observatoire des transidentités.

L'intégralité des signataires sur Toutesdesfemmes.fr :

<https://toutesdesfemmes.fr>

(1) Section 2, article 3 du projet de loi numéroté 321 présenté à la Chambre des représentants du Kentucky [6].

P.-S.

• Libération, 26 février 2020 à 20:46 :

https://www.liberation.fr/debats/2020/02/26/le-debat-sur-la-place-des-femmes-trans-n-a-pas-lieu-d-etre_1779708

Notes

[1] <https://www.nbcnews.com/feature/nbc-out/conservative-group-hosts-anti-transgender-panel-feminists-left-n964246>

[2] <https://www.vox.com/2020/2/11/21133117/south-dakota-bill-trans-kids-defeated>

[3] <https://www.vox.com/identities/2019/11/11/20955059/luna-younger-transgender-child-custody>

[4] <https://www.theguardian.com/fashion/2018/may/23/jordan-peterson-public-intellectual-isnt-clever-violent-men-monogamy>

[5] <https://www.pinknews.co.uk/2018/07/25/what-is-terf-transgender-gender-recognition-act/>

[6] <https://apps.legislature.ky.gov/record/20rs/HB321.html>